



Fédération S.E.P.A.N.S.O. LANDES
Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (Landes)
1581 route de Cazordite, 40300 CAGNOTTE

De la Nature et des Hommes

www.sepanso40.fr



Communiqué de presse - Samedi 26 janvier 2019

Reprise illégale des travaux à Hossegor et Capbreton : Qui porte la responsabilité de la reprise ? La SEPANSO porte plainte

La communauté de communes Marenne Adour Côte Sud (MACS) a plongé le chantier du lac d'Hossegor dans une phase de bricolage pseudo-juridique très dangereux pour notre environnement et notre santé : **la SEPANSO vient de porter plainte contre x auprès du Procureur de la République de Dax pour reprise illégale des travaux de dragage du lac d'Hossegor.**

Il est incontestable que les travaux de dragage ont repris de façon illégale :

MACS a repris le lundi 22 janvier 2019 ces travaux de dragage du lac, travaux pourtant suspendus par l'ordonnance de référé du 21 décembre 2018. Ils ont été intensifiés, avec du travail de nuit, des moyens supplémentaires et des nuisances fortes perçues par les riverains (bruit, odeurs pestilentielles, etc)

Macs a prétendu que l'arrêté préfectoral complémentaire signé le 18 janvier 2019 l'autorisait à reprendre les travaux (« *c'est grâce à un arrêté complémentaire que ces travaux ont pu reprendre* », communiqué de presse de Macs du 18 janvier) : **c'est doublement faux** : cet arrêté complémentaire complète le précédent sans mentionner une quelconque reprise des travaux, et l'arrêté initial est toujours frappé de suspension par décision de justice : seule le juge pourrait lever cette suspension.

Dans ce contexte de bricolage pseudo-juridique, qui a pris la responsabilité de cette décision de reprise hors la loi ?

Cette reprise de travaux est non seulement illégale, mais extrêmement coûteuse : un dragage de nuit totalement inutile assorti d'équipes supplémentaires alourdit un budget déjà insupportable. MACS a intensifié le dragage, rendant encore plus nocif ses effets, pour respecter son calendrier initial.

La SEPANSO pose un certain nombre de questions :

- ✓ Qui a donné l'ordre de mission ?
- ✓ Qui a signé les documents officiels permettant une reprise de chantier qui est formellement toujours suspendu ?
- ✓ Quel est le rôle des décideurs publics et du maître d'ouvrage dans ce dragage illégal ?
- ✓ Comment se fait-il que ce chantier fonctionne en toute impunité, alors même qu'il devrait être à l'arrêt ?

La SEPANSO demande à la justice de caractériser le délit et d'identifier ses responsables. Il est tout à fait choquant que de telles actions publiques hors la loi puissent être initiées et poursuivies alors que la justice s'est prononcée sans ambiguïté.

La SEPANSO relève par ailleurs l'hypocrisie de l'arrêté complémentaire : les sédiments sont déposés sur les plages, puis évacués en cas d'analyse négative (art.5) :

- ✓ Quel est l'intérêt et l'efficacité d'une analyse de pollution après coup, avec des sédiments suspects entièrement disséminés sur la plage, confondus avec le sable, et recouverts par un mois de campagne de dragage ? La dernière analyse a pris cinq semaines (l'analyse du laboratoire du 19 octobre 2018 rendait compte d'un prélèvement du 13 août).
- ✓ Quel est le coût financier d'une évacuation d'un lot de sédiments ainsi recouvert et dispersés ?

MACS se doit maintenant de répondre à la justice, et de rendre transparentes les décisions qui ont conduit à ces actions dangereuses et répréhensibles.

Pour Georges CINGAL, Président de la Fédération SEPANSO Landes,

« Nous avons une certitude : la reprise des travaux de dragage du lac d'Hossegor est illégale, et circonstance aggravante, elle a pris les allures d'une guerre-éclair 24h/24 avec des équipes et des moyens renforcés au mépris de l'environnement et de la santé publique.

Qui a pris la responsabilité de ces travaux hors la loi ? Qui a signé les autorisations formelles de travaux ? La justice va nous dire quelle est la chaîne de responsabilité de ce qui est en train de devenir une catastrophe environnementale et sanitaire. Nous avons hâte de voir le lac enfin soustrait aux attaques destructrices d'un chantier sauvage et dangereux. »

Contact presse :
José Manarillo, Fédération SEPANSO Landes